UNE SESSION ORDINAIRE PRÉVUE POUR AUJOURD'HUI

Vers une crise sans précédent à l'APW de Béjaïa

Sans surprise, les travaux de l'Assemblée populaire de la wilaya de Béjaïa (APW), seront chauds aujourd'hui, lors de la session ordinaire, convoquée par le président Mohamed Bettache, pour l'examen des secteurs de l'hydraulique et du foncier.

Le wali de Béjaïa, qui s'apprête à vivre un nouvel épisode d'affrontements avec les élus FFS, aura cette fois-ci, selon des confidences, l'appui du bloc des trois autres partis siégeant dans la même structure et pas des moindres, puisqu'il s'agit du FLN, du RCD et du RND.

Les récentes déclarations du député FFS Chafaa Bouaïche à l'endroit du chef de l'exécutif Ahmed Hamou Touhami, en pleine réunion de travail avec la commission interministérielle, ayant pour objectif le problème du raccordement en gaz naturel des villages et communes de la wilaya, ont soulevé diverses interprétations au sein des familles politiques locales. Même si la sortie «courageuse» du chef du groupe parlementaire du FFS a choyé les principes de son parti par cet affront direct avec un wali, les avis d'autres acteurs politiques ont été différemment interprétés. Certains de ces derniers ont aussitôt manifesté leur soutien par le biais des relais administratifs au premier responsable de la wilaya. Une source locale et proche de l'APW a informé *Le Soir d'Algérie* que le bloc des trois partis politiques composé du FLN, RCD et du RND, ont décidé d'un commun accord de leur retrait immédiat des travaux de cette Assemblée consacrée aux deux secteurs, de l'hydraulique et du foncier, sachant que les élus du FFS auraient préparé une longue série de réquisitoires contre le wali.

Ce nouveau rebondissement au sein de l'APW de Béjaïa dans l'affaire dite du wali Ahmed Hamou Touhami, Chafâa Bouaïche intervient dans un moment très sensible et attendu avec une certaine assurance pour les élus du FFS afin de bousculer encore une fois le premier responsable de la wilaya.

Le déroulement des débats auxquels s'attendaient ces derniers se terminera, à coup sûr, en queue de poisson dans la mesure où les 27 élus formant le bloc en question, sur les 43 autres de l'APW, boycotteront les débats. Ce qui obligera le président Mohamed Bettache, à suspendre la session faute de quorum non atteint.

Notre source ajoute que le groupe des 27 élus conditionneront leur retour aux affaires de l'Assemblée de wilaya par le retrait définitif de l'exécutif de l'APW, ainsi que du départ des cinq présidents des commissions chargées des affaires de ladite assemblée.

Kamel Gaci

AÏN DEFLA

Le logement dans tous ses états

Acquérir un logement est devenu le rêve de larges couches de la population. Plusieurs causes ont engendré de très fortes tensions notamment sur le logement social dont le fait d'en bénéficier est plus ou moins considéré comme un droit, quasi-constitutionnel.

Il y a lieu de citer parmi les causes qui ont généré ces tensions, la poussée démographique car de quelque 11 millions d'habitants en 1962, nous sommes à près de 40 millions actuellement, les problèmes et autres blocages liés au foncier, mais aussi il faut le dire, une spéculation de plus en plus outrancière, qui s'est greffée sur des programmes destinés à venir en aide aux couches de la population des plus démunies. Ceci sans oublier le facteur de mutations sociologiques qui ont vu la famille élargie se restreindre, de plus en plus, chaque nouveau couple aspirant à vivre indépendamment. S'agissant de l'offre de logements sociaux dans la wilaya de Aïn Defla, selon les chiffres officiels, à la fin du mois d'octobre dernier, ce sont 15 556 unités qui sont en cours de réalisation, dont 3 860 sont en voie de lancement à savoir au stade des études et des choix des entreprises. On indique que de ces 3 860 unités en cours de lancement, 3 000 font partie du programme complémentaire annoncé par la dernière visite de Abdelmalek Sellal dans la wilaya de Aïn Defla. La réalisation des programmes de logements tant dans les zones urbaines que dans les zones rurales a été confrontée à l'épineux problème de la disponibilité des terrains à bâtir. Pour relancer la construction, il a fallu procéder à la révision des PDAU (Plans de développement et des aménagements urbains), ce qui a nécessité des procédures lentes durant les années 2010-2011. S'agissant de l'habitat rural, il a fallu aussi lancer les procédures de distractions de terres relevant du domaine privé de l'Etat, des procédures aussi qui nécessitent du temps aussi. D'ailleurs, en de nombreux points de la wilaya on assiste à des manifestations sporadiques pour revendiquer des aides à l'habitat rural sur des terrains indûment occupés. Pour ce qui est des programmes de logements sociaux dans la commune de Khemis Miliana où la densité de la population est la plus forte et par là un nombre de demandes déposées, très important estimé à quelque 12 000 demandeurs, après que le PDAU ait été révisé, on a assisté à de nombreuses ouvertures de chantiers.

Toujours selon les chiffres officiels, pour répondre à cette forte demande, il a été lancé la réalisation de 3 745 unités dont 700 relevant du programme complémentaire octroyé par le Premier ministre, ceci sur un programme dont la consistance est de 4 730 unités, soit quelque 1 000 unités de plus que la dotation impartie au chef-lieu de wilaya, dans le domaine du logement social cela s'entend.

Khemis Miliana aussi a bénéficié de 330 aides à l'habitat rural et à 709 aides à la réhabilitation de l'habitat précaire durant ce quinquennal. Le montant de ces aides est fixé à 70 millions de cts diminué des 5% affectés à l'établissement de l'étude. On indique que les bureaux d'études retenus sont déjà à pied d'œuvre pour la réhabilitation de l'habitat précaire. Pour Sidi-Lakhdhar, la deuxième commune de la daïra de Khemis Miliana, la dotation est de 420 unités dont 120 sont achevées, 200 en cours de réalisation et 100 en voie d'être lancées.

Pour ce qui est de la dotation du chef-lieu de la wilaya, Aïn Defla, un programme de 5 400 logements, est en cours de réalisation à l'entrée est de la ville, dont 3 730 logements sociaux soit 1 000 de moins que le nombre de logements sociaux attribués à Khemis Miliana mais avec en plus 1 670 logements relevant des programmes AADL (location-vente), logements promotionnels libres (promoteurs particuliers) et logements promotionnels publics (LPP).

Karim O.

OUED CHORFA

Le siège de l'APC cadenassé par des demandeurs d'aide à l'habitat rural

Hier, en début de matinée, des habitants se sont regroupés devant le siège de l'APC et ont procédé à sa fermeture. Selon des sources locales, les contestataires réclament des aides à l'habitat rural. Toujours selon ces sources, l'APC n'a reçu de la wilaya qu'une dotation de 150 aides alors que le nombre de demandeurs est estimé à 2 900. Aux dernières nouvelles, la wilaya répondant à l'appel de ces habitants, se serait engagée à attribuer à la commune un nombre d'aides supplémentaires. A noter que les contestataires, avons-nous appris, ne possèdent pas de terrains à bâtir. K. O.

DÉCLARATION DE L'ASSOCIATION DES JOURNALISTES CORRESPONDANTS DE LA WILAYA DE BÉJAÏA

Nous, journalistes-correspondants de la wilaya de Béjaïa dénonçons avec force et énergie le comportement indigne de certains policiers représentant une «institution républicaine» censés protéger et faciliter la tâche aux journalistes dans le cadre de leur mission. En effet, au lieu de s'occuper des indus occupants, les intrus et autres hooligans, les policiers n'ont pas trouvé mieux que de s'en prendre violemment aux journalistes le samedi 6 décembre 2014 à l'entrée du stade de l'Unité maghrébine de Béjaïa. Malmenés, bousculés et insultés, les journalistes-correspondants, disposant pourtant de leurs cartes professionnelles, se sont vu empêchés d'accès au stade.

Les faits se sont déroulés dans l'après-midi quand les journalistes-correspondants se sont présentés au portail du stade dans le but de couvrir la rencontre de football ayant opposé le MOB à l'USMA pour le compte de la 13ème journée de Ligue 1. Des policiers, vraisemblablement remontés contre la corporation, ont tenu des propos injurieux à l'égard de nos confrères. «Gardez vos cartes chez vous, elles n'ont aucune valeur comme vos journaux d'ailleurs, qu'on utilise pour essuyer les vitres… l'ère de l'Hadj, (ex-chef de Sûreté de wilaya) est révolue …» n'a cessé de crier l'un des agents en faction. Devant l'intransigeance et le comportement impulsif de certains agents qui réclamaient des ordres de mission, laquelle condition n'a jamais été exigée auparavant, certains de nos confrères ont rebroussé chemin au risque de voir la situation se compliquer davantage. Au final, au moment où l'Etat algérien, à travers ses différentes instances, insiste sur le professionnalisme, il est plus qu'urgent de dénoncer cette attitude, d'une ère qu'on croyait révolue, de la part des éléments de la Sûreté de wilaya. Cela étant dit, en 2014, et à l'ère du professionnalisme, les journalistes sont traités de la sorte, c'est tout simplement scandaleux !

P/l'AJCB

M'SILA

Journées d'études sur le rôle des sciences sociales et humaines en Algérie

Le laboratoire d'études historiques, sociologiques et des changements socio-économiques de la faculté des sciences humaines à l'université Mohamed-Boudiaf de M'sila organise des journées d'études le 7 et 8 décembre courant portant sur les missions imparties aux sciences sociales et humaines en Algérie qui connaissent une véritable crise, selon le professeur A. Rouadjia directeur de ce laboratoire, critiquant, lors de la séance d'ouverture de ce séminaire, les responsables du pays qui favorisent les sciences exactes.

La plupart des professeurs, ayant pris la parole devant une présence quasi estudiantine, se sont montrés d'accord pour l'objectif de ce laboratoire qui vise à créer une dynamique de recherche fondée sur le principe de synergie de combinaison d'efforts d'émulation et d'esprit d'équipe. Les séminaristes se sont attelés à analyser les différents efforts fournis par le pouvoir depuis l'indépendance jusqu'à ce jour et essayer de débattre sur les changements qu'a subis le pays en matière de progrès tout en se référant à l'ouvrage du professeur feu Djamel Guerrid intitulé *Repenser l'université,* un résultat des travaux du séminaire organisé par le défunt en mai de l'an 2012, tout en évoquant les réformes éducatives et universitaires qui n'ont pas encore vu le jour, démontrant que l'université est devenue une machine à diplômes, n'assurant même pas le travail à ses diplômés. C'est le chaos, dit un conférencier, avant de parler de l'inefficacité du système LMD récemment utilisé en Algérie, formant l'étudiant algérien à moitié, accusant le pouvoir de s'ingérer dans la formation universitaire, d'ailleurs la désignation des responsables de ces campus se fait sur ordre politique et conclut pour dire que «le savoir est tué à l'université».

A. Laïdi

La 3G pour la première fois

La semaine passée, la ville de M'sila a connu des chaînes interminables devant l'agence de l'opérateur de téléphonie Mobilis qui vient de lancer pour la première fois dans cette wilaya ses services de la 3G. On a érigé des stands sous des tentes sur la grande placette de la cité Nasr, située au «1 000 logements» juste à proximité de la grande mosquée Zoubir-Ibn-El-Awam. Ces deux opérations ont pu attirer parmi les citoyens des clients, à la recherche surtout de bonus ou de quelques avantages offerts d'habitude dans ce genre d'occasion, tels qu'une clé d'internet seulement à 250 DA. Certains plutôt curieux de voir de près ce que veut dire cette nouvelle technique dont on a beaucoup parlé dans les différents organes médiatiques.

Certes le prix est alléchant mais le service n'a pas été aux attentes des clients.

A. L.

ALORS QUE DE NOUVELLES CHUTES DE NEIGE SONT ATTENDUES DURANT LA NUIT

Plusieurs routes coupées à la circulation à Bouira

La neige est de retour à Bouira. Sur les hauteurs du Djurdjura, mais également au niveau de plusieurs communes situées sur le flanc sud de cette chaîne, comme Aghbalou, Saharidj, Haïzer, Taghzout et Ath-Laâziz.

Au niveau des autres régions de la wilaya, d'importantes quantités de pluie continuent de tomber, au grand bonheur des agriculteurs, surtout les céréaliculteurs qui commençaient à s'inquiéter sur le sort de leurs surfaces emblavées durant tout le mois de novembre. Cela étant, et comme d'habitude, premières neiges, premières routes coupées à la circulation. Il s'agit principalement des routes nationales qui traversent la chaîne du Djurdjura en haute altitude, avec le col de Tizi N'Kouilal, traversé par la RN30 depuis le sud, avec la daïra de M'chédallah, et la RN33, depuis l'ouest, avec Tikjda et son légendaire centre de sports et de loisirs, le CNSLT.

Outre le col de Tizi N'kouilal, il y a le col de Tirourda, qui relie la commune d'Aghbalou, dans la wilaya de Bouira, à la commune de Aïn El Hammam dans la wilaya de Tizi-Ouzou, via la RN15. Les trois routes sont coupées au niveau de ces deux endroits.

Des endroits qui sont généralement coupés pendant plusieurs mois, c'est-à-dire depuis les premières chutes de neige de fin novembre ou début décembre, jusqu'à la fonte totale au mois de mai. Signalons également que des chutes de neige ont été enregistrées ce dimanche dans le mont Dirah, au sud de Sour-El-Ghozlane, mais sans que la circulation routière au niveau de la RN8 qui traverse ce mont ne soit coupée à la circulation.

Y. Y.